

Sommaire :

- Blain Gauche Solidaire
- Couëron « Ensemble pour une ville qui nous ressemble »
- Pour des intercommunalité de projet
- Sénat - Loi ALUR
- Santé

- CONTACTS REDACTEUR :
- robin.salecroix@hotmail.fr
- tél.: 06.23.28.64.29

Agenda :

- Jeu 06 Fév 2014 - 12:00
Journée de mobilisation interprofessionnelle
- Ven 21 Fév 2014 - 19:00
Banquet départemental 2014
- Dim 23 Mar 2014 - 08:00
1er tour : Elections municipales 2014
- Dim 30 Mar 2014 - 08:00
2ème tour : Elections municipales 2014
- Sam 07 Juin 2014 - 12:00
Fête des Nouvelles 2014



[Accéder à l'agenda citoyen d'élu net ici](#)

Appel à contribution !

Elu-e-s, collaborateurs, envoyez vos informations aux contacts ci-dessous pour donner à voir votre activité et vos combats auprès de la population et dans vos collectivités respectives !

Nous comptons sur vous !
@ : robin.salecroix@hotmail.fr

Lettre électronique des élus communistes et républicains de Loire-Atlantique n°15



Présentation de la liste « Blain gauche solidaire » !

La liste de Blain gauche solidaire est complète

Conduite par Stéphane Guiet (PCF/front de gauche), adjoint de la majorité sortante, la liste intitulée Blain gauche solidaire est complète.

« Des femmes et des hommes ont décidé de rejoindre 13 conseillers sortants pour former Blain Gauche Solidaire et s'engager afin d'apporter à ce collectif, des compétences complémentaires, des expériences différentes, une vision nouvelle. Issus d'horizons divers, associatifs, syndicaux et politiques, de différents milieux professionnels, ceux-ci se reconnaissent dans les valeurs de gauche », résumait récemment Stéphane Guiet.

Les 29 membres de la liste

Stéphane Guiet (tête de liste), chef de projet informatique, 42 ans, adjoint ;

Rita Schladt, professeure, 53 ans, adjoint ; Jean-Luc Plumelet, retraité du bâtiment, 61 ans, adjoint ; Audrey Barré-Poyer, professeure des écoles, 33 ans, conseiller ;

Michel Blot, chef d'équipe à la Poste, 54 ans, conseiller ; Sylvie Aubry, secrétaire, 46 ans, conseiller ; Florent Tani, coordinateur jeunesse, 42 ans, conseiller ; Laurence Legoux, professeure des écoles, 52 ans, adjoint ; Thierry Plantard, gestionnaire comptable, 39 ans ; Chantal Bréger, comptable retraitée, 63 ans, conseiller ; Magali Bruno-Fuehrer, professeur, 37 ans ; René Cardenas-caroti, retraité chercheur, 67 ans ; Dominique Delacretaz, responsable EHPAD à la retraite, 62 ans, adjoint ; Bérénice Détrivière, conseillère clientèle, 35 ans ; Bernard Fleury, formateur à la retraite, 67 ans, conseiller ; Christiane Gautier,



infirmière, 50 ans ; Luc Gourin, consultant tourisme, 39 ans ; Florence Guesdon-Falchetti, infirmière retraitée, 57 ans ; Jean-Pierre Hamon, agriculteur, 52 ans, adjoint ; Christiane Le Bouëdec, infirmière, 55 ans, conseiller ; Marie-Noëlle Le Bris, aide à domicile, 42 ans ; Dominique Le Gall, chauffeur routier, 49 ans ; Laurent Loubry, assistant familial, 50 ans ; Jean-Luc Menuet, retraité de l'agriculture, 62 ans, conseiller ; Dominique Mouraud, secrétaire médicale, 47 ans ; Christine Péard, bibliothécaire, 40 ans ; Jean Poupart, enseignant, 59 ans ; Yannick Rannou, retraité EDF, 59 ans ; Richard Routier-Beauparlant,

Couëron - « Ensemble pour une ville qui nous ressemble »

Jean-Pierre Fougerat a présenté sa liste « Ensemble pour une ville qui nous ressemble ». **« Une liste d'union des forces de gauche », tient à préciser le maire sortant, qui brigue un quatrième et « dernier mandat ».** Quatorze socialistes, six communistes, cinq écologistes, un UDB et un Alternatifs, et six membres de la société civile

Liste des colistiers PCF

6 (ordre sur la liste) Cathy Largouet, 39 ans, agent de tri, PC

9, Dominique Sanz, 69 ans, retraité, conseiller municipal sortant, PC

16 Jacqueline Ménard, 47 ans, enseignante, conseillère municipale sortante, PC.

21, Guy Bernard, 65 ans, retraité, PC

22, Charlotte Bardon, 29 ans, agent territorial, conseillère municipale sortante, PC

33, David Largouet, 41 ans, ouvrier, PC



Lettre électronique des élus

Pour des intercommunalités de projet ! - Intervention de Y. Vince

ALUR ?

La loi Duflo ALUR est censée avoir pour objectif de «réguler les dysfonctionnements du marché, à protéger les propriétaires et les locataires, et à permettre l'accroissement de l'offre de logements dans des conditions respectueuses des équilibres des territoires ».



« le contenu de ce projet de loi n'est pas à la mesure de la grave crise du logement que connaît notre pays. »

Les infos en + :

Municipales 2014

- Retrouver l'ensemble des lettres électroniques, projets municipaux et dernières interventions des élus communistes

[ICI retrouvez l'Agenda des débats de l'A.N](#)



Lors du dernier conseil communautaire Y. Vince est intervenu au nom du groupe pour dire un mot s'agissant de l'opinion des élus communistes quant à la place qu'occupe les intercommunalités.

« Les élus communistes (...) ont toujours défendu l'idée que la communauté urbaine, que Nantes Métropole, à l'égalité des autres niveaux institutionnels que sont le département, la région et les communes que nous n'oublions pas, joue un rôle positif et important pour apporter des réponses à nos populations. Et nous ne sommes pas dans la configuration et dans l'idée d'une disparition des départements dont les missions sociales ne peuvent à mon sens être exercées par nul autre.



Je ne vois ni la métropole, ni les communes les récupérer. Quant à la métropole, j'ai entendu notre président à plusieurs reprises, nous dire qu'il ne souhaitait pas l'extension de ses compétences actuelles, dont acte ! »

Les élus communistes ont par ailleurs réaffirmé partager l'idée que l'espace métropolitain est pertinent sur des grands enjeux de développement, d'équipement et d'aménagement sur le territoire des 24 communes.

« Mais pour autant, les communes ont un rôle éminemment important et décisif. Le lieu décisionnel le plus sollicité est l'espace communal, et je crois que c'est bien l'adhésion à ces niveaux d'interventions qui apporte une réponse cohérente et convergente aux aspirations de nos concitoyens » rappelait l'élu.

Sénat- Loi ALUR - Le mépris affiché à l'égard des maires est inacceptable

Au fond, le message de ce gouvernement concernant la politique du logement est contradictoire. Alors que les objectifs affichés au travers du projet de loi ALUR, à savoir introduire de la régulation dans un secteur qui a été totalement soumis à la marchandisation, sont ambitieux, le cadre budgétaire général pénalise votre action, madame la ministre.

Ainsi, les crédits liés à la politique du logement ont été une nouvelle fois rabotés. Les

aides à la pierre sont en baisse, loin des 800 millions d'euros promis par le Président de la République. Les aides personnalisées au logement, les APL, ont été gelées jusqu'en octobre prochain. L'épargne populaire collectée par le biais du livret A a été rendue aux banques. Comment, dans ces conditions, envisager une quelconque amélioration, si ce n'est à la marge ?

Madame la ministre, je vous le dis simplement : même si j'apprécie

votre engagement personnel pour le droit au logement, le contenu de ce projet de loi n'est pas à la mesure de la grave crise du logement que connaît notre pays.

[L'intégralité de l'intervention ici](#)

Santé - Encore une occasion ratée pour sauver l'hôpital public !

Le Sénat vient de rejeter la proposition de loi déposée par le groupe communiste républicain et citoyen visant à instaurer un moratoire sur les fermetures d'établissements de santé ou leur regroupement.

Cette proposition de loi faisait suite au constat d'une dégradation de la situation des hôpitaux publics, tant en termes de conditions de travail que d'accueil des patients, et constituait une réponse pour

mettre fin à l'hémorragie des fermetures de services médicaux, des urgences et de maternités notamment.

Pourtant, de nombreuses personnalités, professionnels de santé et usagers, se sont mobilisés pour cette proposition de loi en signant une pétition de soutien et ces dernières années, de nombreux parlementaires, de tout bord politique, se sont battus au niveau local pour empêcher des fermetures de services hospitaliers sur leur territoire.

Les sénatrices et sénateurs du groupe



communiste républicain et citoyen s'étonnent donc du rejet de cette proposition de loi avec 34 votes pour et 310 contre.